

MERCADO COMUN  
(Politica Exterior)

t

TEXTO DE LA CONFERENCIA PRONUNCIADA  
POR EL  
EXCMO. SR. CONDE DE MOTRICO, EMBAJADOR DE ESPAÑA EN FRANCIA  
ANTE LA ACADEMIA DIPLOMATICA INTERNACIONAL DE PARIS  
EL DIA 19 DE FEBRERO.

-----

Au cours de ce bref exposé, je voudrais faire un résumé, le plus exact possible, de ce qu'est aujourd'hui la politique étrangère de l'Espagne, de ce que sont ses objectifs essentiels.

La politique étrangère d'un pays est comparable aux rapports extérieurs de l'individu. "Nous sommes le moi et sa circonstance", disait notre grand philosophe Ortega y Gasset. Par analogie, nous pourrions dire que, dans l'ordre international, la personnalité d'un pays est faite de son être et de sa circonstance extérieure. C'est -à-dire de ce à quoi il aspire, de ce qu'il se propose de faire dans le domaine de la vie internationale.

L'Espagne, avec ses 31 millions d'habitants, des plateaux et des montagnes sur une grande partie de son sol, ses terres d'un rendement moyen relativement faible, traverse actuellement une phase d'évolution interne, de profonds changements de structure qui touchent tout son être.

Notre pays a une population active de 11,6 millions, parmi lesquels 4,8 millions dans l'agriculture, 3,6 millions dans l'industrie, 3 millions dans les services. Le problème qui se pose est, en synthèse, de transférer une grande partie des travailleurs actifs de l'agriculture, le 41% encore à l'industrie et aux services; d'améliorer par l'irrigation le rendement des terres desséchées; de créer de nouveaux postes de travail. Programme ambitieux, difficile, lent et coûteux, qui fait l'idéal et l'oeuvre de toute une génération.

Ce programme, que nous appelons "plan de développement", est sur le point de démarrer; il comprendra des périodes de quatre années, comme le plan français, et il exigera des investissements considérables de capitaux extérieurs. Il est prévu pour réaliser une augmentation annuelle accumulative de 5,6% de l'indice du revenu par habitant.

Tant qu'il ne sera pas totalement mené à bien, il y aura en Espagne un niveau moyen de vie inférieur à celui du reste de l'Europe

Occidental (280 dollars par habitant) et il y aura un inévitable excédent de population active qui émigrera à la recherche de salaires plus élevés. Cet excédent peut être évalué à présent à 200 ou peut-être 250.000 travailleurs annuellement, parmi lesquels la France en absorbe presque 160.000 à titre temporaire ou définitif. D'après les dernières statistiques, les espagnols représentent le 71% de la main d'oeuvre étrangère qui arrive à ce pays chaque année.

Evidemment, cet excédent de main d'oeuvre est anormal. Mais c'est aussi une de nos raisons d'espérance, parce qu'au fond tout programme d'expansion économique doit se baser au départ sur une disponibilité potentielle de main d'oeuvre qualifiée comme il convient. Nous croyons qu'en quelques années -entre cinq et dix ans- le programme de développement interne permettra d'absorber intégralement cet actuel courant d'émigration.

Je donne ces chiffres pour brosser le fond du tableau, car, en vérité, la politique étrangère d'un peuple est conditionnée non seulement par sa géographie, son histoire, son économie, mais surtout, par sa situation intérieure.

Notre situation interne a été dominée pendant 25 ans par un facteur: le redressement, la stabilité. Après une guerre civile dévastatrice, terminée en 1939, la continuité a présidé au Gouvernement de notre pays. Cet élément de permanence a permis aux espagnols de connaître, après des dizaines d'années troublées, et pendant un quart de siècle, une période de paix et de tranquillité.

Depuis le début du siècle, notre politique étrangère n'avait pas eu de but fixe, pas d'orientation définie, comme conséquence naturelle de l'instabilité éprouvée par la Monarchie Constitutionnelle, ébranlée par les multiples problèmes qui, sans cesse, se présentaient à elle: désordres, grèves révolutionnaires, et autres coups portés à

la paix. La période agitée que connut la république espagnole de 1931 à 1936 ne laissa presque aucun moment de répit pour songer à la vie internationale. Le livre de Mousset, classique de notre diplomatie, le démontre clairement: L'Espagne accompagnait, dans la mesure de ses forces, la politique des autres nations, et ceci, sans trop d'enthousiasme et sans une profonde connaissance de cause. Notre opinion publique s'en désintéressait.

Permettez-moi de vous raconter une anecdote édifiante: en 1936 eurent lieu, en Espagne, des élections générales, et elles furent, indirectement, la cause de la guerre civile. Eh bien, à cette époque, à une date proche de la conférence de Munich, de l'invasion de l'Autriche, et de la deuxième guerre mondiale, alors que la presse de l'Europe entière était chaque jour bouleversée par les graves événements internationaux, pas un seul de nos chefs politiques, fussent-ils de droite ou de gauche, faisaient, dans leurs discours, la moindre allusion, même légère, à la situation internationale, aux problèmes de l'Europe. On peut aujourd'hui relire, dans n'importe quelle hémérothèque, les discours des leaders politiques espagnols les plus marquants de l'époque et on n'y trouvera aucune phrase rappelant que nous vivions en Europe et que nous étions à deux doigts d'un gigantesque conflit guerrier. On aurait dit une campagne électorale menée dans la Lune ou dans une planète différente de la Terre. Je me souviens, alors que j'étais moi-même un candidat actif, en avoir fait la remarque à un des grands hommes politiques du pays. Il me regarda comme si ma question l'avait surpris, soit qu'elle fût inattendue, soit qu'elle fût extravagante: "qu'importe au peuple espagnol ce qui se passe actuellement en Europe?" me répondit-il.

Tel était l'état d'esprit des dirigeants espagnols en 1936. La guerre civile elle-même démontra combien il était erroné de supposer que notre pays pouvait se permettre le luxe de s'enfermer dans une tour

d'ivoire.

Au bout de quelques mois, notre guerre devint un véritable échiquier international sur lequel, contre notre volonté, les puissances européennes faisaient leur jeu et leurs paris.

Notre guerre finit en 1939. Quatre mois après, la guerre mondiale éclatait. On peut dire que c'est alors que commença à se développer notre politique étrangère propre.

L'Espagne avait appris par l'expérience directe jusqu'à quel point elle faisait partie de l'Europe et du monde, jusqu'à quel point l'indifférence envers les problèmes internationaux était une attitude factice; et aussi, que lorsqu'un pays n'a pas de politique étrangère propre, qu'il y est totalement indifférent, les événements se chargent de lui en imposer une.

Je ne veux pas vous laisser de références historiques. La guerre mondiale termina en 1945. Et à Potsdam, pour des raisons d'ordre idéologique, plutôt que d'ordre politique, fut décidé l'isolement international de notre pays. Les Nations Unies votèrent en faveur de cette asphyxie diplomatique et peu de Nations osèrent discuter cette décision et s'y opposer. L'Espagne resta isolée. Jusqu'en 1953 notre pays vécut une étape de quarantaine pendant laquelle, tandis que sur l'Europe détruite par la guerre et sur les pays vaincus se répandait la généreuse aide américaine du plan Marshall, notre gouvernement devait faire face à l'angoissante situation du pays avec ses maigres réserves de devises presque épuisées, et ses faibles possibilités d'exportation.

Parmi les quelques voix isolées qui nous défendirent alors, un pays généreux nous tendit fraternellement sa main: la République Argentine, avec un geste que l'Espagne n'oubliera pas facilement, nous offrit un important crédit, de plus de trois cent millions de

dollars, pour nous permettre de couvrir les besoins alimentaires du peuple espagnol. C'est ainsi que l'Espagne put franchir ce périlleux chapitre de son histoire.

A dater de 1950 ce fut la guerre de Corée qui imposa aux alliés de Potsdam une politique plus réaliste. Les Etats Unis furent les premiers à rétablir avec l'Espagne de complètes relations, et ils signèrent avec elle un accord militaire d'aide économique et de cession de bases. Peu après, la conclusion du Concordat avec le Vatican -préparé depuis des années- régularisa complètement pour l'Espagne (catholique à 99%) des relations longuement affectées par les problèmes politiques. Petit à petit les rapports avec les Etats de l'Europe occidentale redevinrent normaux.

Et, en 1955, l'Espagne entra aux Nations Unies, d'abord comme observateur, ensuite comme membre de plein droit. Les autres Organisations Internationales, une à une, lui ouvrirent leurs portes. Le Fond Monétaire International, l'O.C.D.E., la Banque Mondiale, invitèrent successivement l'Espagne à normaliser sa situation. Dès 1959, l'Espagne fut à même d'entreprendre un plan général de stabilisation peut être considéré comme un premier pas vers la reconstruction totale du pays, la peseta étant devenue une des monnaies les plus stables du monde, et notre Banque Officielle ayant actuellement une réserve qui dépasse les mille millions de dollars U.S.A.

-----

Voilà donc les données essentielles sur les - quelles je vais me fonder pour vous faire un bref résumé de ce qui constitue l'essence de notre politique étrangère. Car notre pays, au contraire de ce qui se passait dans les années 30, a aujourd'hui une forte conscience de sa situation dans le monde, due à des facteurs divers que voici:

a.- La guerre civile, la guerre mondiale et l'isolement international, ont réveillé l'opinion publique, lui faisant voir brutalement qu'il n'est pas possible de rester en marge des problèmes mondiaux, de s'y montrer indifférent. "Velis nolis", nous sommes citoyens du monde.

b.- La progressive normalisation de la position internationale de l'Espagne a rendu chaque jour plus importante les contacts de tous ordres avec les autres pays, avec leurs fonctionnaires et leurs hommes politiques; ce qui a provoqué une prise de positions très directe sur l'échiquier international de la part du peuple espagnol, et surtout de ses dirigeants.

c.- L'immense trafic touristique qui, en 1962, a atteint le chiffre de 11 millions de visiteurs étrangers en Espagne, a une influence considérable, car cette énorme masse humaine se mêle aux espagnols de toutes les régions et de toutes les classes sociales, parle, discute avec eux et exerce donc une influence. D'autre part l'émigration de centaines de milliers de travailleurs espagnols représente un élément important d'internationalisation de notre pensée publique.

d.- L'interpénétration des intérêts commerciaux et industriels externes et internes. C'est ainsi que le problème du Marché Commun intéresse directement les espagnols, car ils se rendent parfaitement compte que l'ensemble acheteur qui représente cinquante pour cent de ses exportations (ou quatre-vingt pour cent avec la Grande Bretagne) est un facteur vital pour l'avenir du pays entier.

Quel est, face à ce panorama interne, le profil de notre politique étrangère? Comment pouvons-nous en définir ses lignes générales?

Je crois pouvoir affirmer que l'Espagne a des constantes qui dérivent de sa géographie, de son économie et de sa stratégie; elle

a aussi quelques problèmes en suspens et un héritage historique auquel elle ne peut, ni ne doit, renoncer.

Les constantes espagnoles sont sa condition de pays européen, voisin de la France et du Portugal; de pays maritime, client traditionnel de la Grande Bretagne; de pays limitrophe d'une jeune nation, récemment émancipée, mais aux racines profondes dans le temps: le Maroc; et de pays lié militairement aux Etats-Unis, à des fins stratégiques de défense.

Nous avons donc deux voisins géographiques, avec des frontières communes: La France et le Portugal. Nous sommes unis à la France par les Pyrénées et par l'histoire contigüe, parfois opposée, parfois parallèle, de plusieurs siècles.

La France était pour l'Espagne un chemin: le chemin de l'Europe, et pour cela même, elle était aussi un problème, quand l'Europe était divisée par les guerres et les rivalités. La lutte héréditaire entre les français et les allemands a eu une répercussion directe sur notre histoire. Sous les dynasties d'Autriche et des Bourbons, qui arrivent en Espagne et luttent contre la France ou s'allient à elle, et jusqu'aux guerres napoléoniennes et, plus tard, à la guerre franco-prussienne de 70, dont la cause déterminante est la candidature d'un prince allemand au trône vacant de l'Espagne, on peut dire que les rapports franco-espagnols sont historiquement déterminés par la rivalité franco-allemande. Celle-ci a été la cause aussi bien des oscillations de l'attitude espagnole envers les conflits européens que des "isollements" trans-pyrénéens que souvent on nous reproche.

Eh bien donc, je peux dire, car je le pense que ce n'est point un secret: le traité franco-allemand qui a formalisé la fin des discordes sur le Rhin a rendu possible un grand élargissement des relations franco-espagnoles, ouvertes à une nouvelle perspective, bien



plus ample et plus limpide. Les réserves éventuelles que puissent abriter les deux peuples qui s'entendent aujourd'hui ne pourront guère affecter l'amitié d'un tiers avec l'un d'eux. Si le Rhin n'est plus une frontière, les Pyrénées ne saurait en être une.

Pour la France et l'Espagne il est maintenant d'un commun intérêt que de rapprocher ses politiques: c'est la conséquence normale de ce qu'imposent la stratégie et l'économie. Il est ridicule à ce sujet de parler d'accords secrets. Qu'y-a-t-il d'étonnant à ce que deux peuples frères, qui vivent l'un près de l'autre, essayent de liquider leurs contentieux, d'améliorer leurs liens économiques et d'établir des contacts militaires de coopération? Dans la conception d'une stratégie moderne, où les espaces sont réduits si considérablement, il est facile de voir, en regardant une carte d'Europe, que l'Espagne est l'hinterland d'un glacis franco-allemand dans l'hypothèse -certes peu probable- d'un conflit généralisé.

---

Le Portugal est notre voisin intime, notre voisin familial. Uni à l'Espagne par des traditions séculaires, côte à côte partageant le même polygone péninsulaire, la politique moderne rend simultanés les battements de nos coeurs. Rien de ce qui touche le Portugal nous est indifférent. Et vice-versa. Sans aucune ingérence dans leurs souverainetés réciproques, nos deux pays ont décidé de mener à bien leurs politiques parallèles, conjuguées en un accord, le "Pacte Ibérique". Dirigé contre qui? contre personne! C'est un exemple typique d'une belle entente, d'une claire politique internationale, d'un respect mutuel librement consenti dans le domaine extérieur.

---

La Grande-Bretagne est un autre pôle important de notre action externe. Bien qu'il reste encore entre nous quelque différend à résoudre, cela n'a été, ni est, un obstacle à ce que nos relations soient sans cesse plus importantes, particulièrement sur le terrain commercial. Le Royaume Uni est notre premier client acheteur. Et à ce propos je tiens à déclarer que, en tant qu'amis sincères de la France et de l'Allemagne et clients amicaux de la Grande-Bretagne, et sans entrer dans l'analyse d'un désaccord qu'il ne nous appartient pas de juger car nous ne faisons pas encore partie de la C.E.E., nous regrettons sincèrement ce différend et nous souhaitons vivement le voir un jour réglé dans l'intérêt de tous.

J'ai dit auparavant que nous avons en outre, avec un certain pays, des relations de voisinage qui supposent des problèmes et qui nous affectent particulièrement: je veux parler du Maroc. Les relations entre notre peuple et le peuple marocain sont immémoriales, ainsi qu'avec l'Islam en général, qui vécut dans notre péninsule pendant sept siècles et qui laissa sur notre sol l'empreinte ineffaçable d'une civilisation grandiose que nous admirons vivement et, ce qui est plus important, qui laissa sur l'âme espagnole des traces qui ont affecté les formes de vie d'une grande partie de notre pays.

Pour faire face à des obligations internationales l'Espagne assumée, depuis 1912, la protection d'une zone du Royaume du Maroc qui traversait alors une pénible étape de sa vie intérieure. Le jeu des incidences diplomatiques entre diverses puissances européennes contribua à créer, dans le passé, certaines tensions. Et justement, une des heureuses conséquences du rapprochement franco-espagnol d'aujourd'hui

est de contribuer à une totale et étroite compréhension entre le Maroc et l'Espagne.

Le Roi Hassan II rappelait récemment que les problèmes qui peuvent exister entre nos deux pays doivent être résolus par d'amicales négociations. C'est ainsi que l'Espagne l'entend également. Notre politique envers le Maroc a toujours suivi une ligne favorable à l'unité territoriale du Royaume; de loyauté à la dynastie légitime; de protection et aide au développement moral et matériel de son peuple. C'est dans cette direction que l'Espagne veut continuer son chemin. Nous sommes certains que les solutions viendront, et que le Maroc sera un des pays les plus prospères et de plus brillant avenir de cette partie de l'Afrique et de la Méditerranée, et que par cette porte pourront pénétrer les courants de l'aide économique européenne vers un continent duquel nous ne sommes séparés que par un Détroit dont les techniques modernes du transport triomphent un peu chaque jour et qu'elles vaincront définitivement dans un proche avenir.

-----

Il reste un autre point important de notre politique étrangère; celui de nos relations avec les Etats-Unis. J'ai déjà parlé de nos accords militaires avec ce grand pays. Ces accords, signés en 1953 atteignent maintenant, après dix ans, la date prévue de leur expiration. Ils avaient un double aspect de coopération militaire d'une part, et d'aide économique d'autre part. Les Etats-Unis construisirent, ainsi que le prévoyaient ces accords, une grande base aéronavale près de Cadix, sur l'Atlantique. La base de Rota, la seule d'un caractère permanent sur le continent européen, dont la VI Flotte dispose, est d'une importance logistique évidente valable pour les unités les plus importantes. Les Etats-Unis construisirent aussi trois bases aériennes, San Pablo, Torrejón et Saragosse, dont la SAC s'en sert. Les bases sont communes,

c'est-à-dire qu'elles sont sous commandement bilatéral hispano-américain, et sur elles flotte notre drapeau. Elles forment une série d'installations modernes de grande efficacité dans le dispositif général de la défense de l'Europe.

Nos accords avaient aussi des clauses d'aide militaire, pour la modernisation de nos forces armées, et d'aide économique pour stimuler et revigorer notre économie. Pendant les dix années que les accords ont été en vigueur l'ensemble de l'aide économique reçue par l'Espagne à ce titre, atteint presque le chiffre d'un milliard et demi de dollars, sous différentes formes. Cette injection de devises fut décisive pour le développement et l'expansion de notre économie pendant cette décade. C'est en grande partie à elle que put être mené à bien le plan de stabilisation de 1959, et de là il a été possible d'établir aujourd'hui un programme pour l'avenir immédiat.

Quelles ont été les incidences de cette politique de ferme et loyale amitié avec les Etats-Unis ces dernières années? A mon avis, elles ont été favorables à nos deux pays. Le nombre d'incidents aux bases entre le personnel américain et les espagnols pendant ces dix années a été minime. L'"antiaméricanisme", espèce d'épidémie internationale qui accompagne généralement cette sorte d'accords est en Espagne de genre épisodique et peu important et il prend plutôt la forme d'une ironie humoristique, sans aucune rancœur véritable. Les rapports humains hispano-américains sont authentiques, sincères et faciles. Les accords ont été scrupuleusement observés par les deux parties.

Dans les occasions graves de tension internationale, les bases ont eu l'emploi prévu et elles ont été pleinement utilisées comme appui logistique des forces aériennes ou navales. Lorsque le Président Eisenhower rendit visite à Madrid au Général Franco, en 1959

il tint à confirmer publiquement le prix qu'il attachait à l'amitié de l'Espagne.

Face à l'actuel différend qui se profile entre les points de vue de Washington et Londres et celui de Paris au sujet de certains aspects de l'Alliance Atlantique, devant la responsabilité des armes nucléaires et la possibilité d'une plus grande autonomie européenne en matière de politique et militaire, notre pays s'affirme en une double vocation à laquelle il veut rester fidèle. Celle d'être un allié ferme des Etats-Unis en ce qui concerne une menace directe contre le monde libre, car nous pensons que c'est leur puissance nucléaire et militaire qui peut le protéger efficacement, et aider à la volonté espagnole de ne pas s'incliner devant une possible invasion ou subversion; et ceci dans le cadre de ce que l'on appelle un "equal partnership". C'est à dire que notre pays ne se dérobera pas à l'effort commun de la défense du monde libre qui lui soit exigé comme n'importe quel autre allié. Mais en même temps, l'Espagne souligne sa filiation européenne; son histoire est unie à celle de l'Europe, sa culture s'identifie à la sienne, et sa langue est une des cinq ou six grandes de la littérature universelle.

L'Espagne, qui désire s'associer graduellement à la Communauté Economique Européenne, pour de multiples raisons (entre autres parce que lorsqu'on appartient à une famille il n'est pas nécessaire d'expliquer son désir d'y entrer), croit aussi, comme la France, que le destin de l'Europe appartient aux européens; que deux cent cinquante millions d'êtres appartenant à la civilisation la plus raffinée et la plus puissante que le monde ait connue, peuvent et doivent graduellement se redresser en pansant leurs blessures et oubliant leurs mésententes, en effaçant peu à peu leurs frontières et en intégrant leurs efforts en un bloc puissant qui ait son influence, avec une catégorie propre, dans

le concert international; et que pour atteindre cet objectif, qui est encore lointain, il faut bien commencer une fois. En ce sens je crois pouvoir dire que la récente prise de position du Président de la République Française au sujet d'affaires telles que le Marché Commun ou la défense nucléaire, auxquelles, dans le sens le plus strict, nous sommes étrangères, a produit, sur d'amples secteurs de notre opinion publique espagnole une forte impression. Et ce choc est conditionné par une sensibilité qui commence à prendre forme en Espagne, et que nous pourrions qualifier de "patriotisme européen".

Je vous cite encore un exemple historique, en 1493, alors que le Nouveau Monde venait d'être découvert, une bulle célèbre du St. Siège divisa, par une ligne symbolique, appelée en-suite par certains "le méridien de Tordesillas", les parties inconnues du Globe que devaient se répartir les deux grandes puissances navales de l'époque, alors rivales: le Portugal et l'Espagne. On n'eût pas l'idée de demander aux peuples intéressés leur opinion sur ces limites. Les idées de l'époque étaient différentes, bien que plus d'un théologien espagnol contemporain suscitât, peu après, cette question. Eh bien! quoique ce ne soit peut-être que de la pure spéculation, sans véritable fondement, il est intéressant de préciser que la possibilité qu'un nouveau "méridien de Tordesillas" de notre temps soit un jour tracé pour délimiter dans le monde des zones d'influence, sans consulter les intéressés eux-mêmes, ne saurait aujourd'hui être une conception partagée par notre opinion publique. Et c'est ce que je voulais surtout dire, quand je parlais de "patriotisme européen".

---

J'ai dit au début qu'en plus de ce groupe de constantes de notre politique étrangère, il y avait aussi un héritage auquel notre action internationale ne pouvait renoncer. Cet héritage - vous l'avez deviné - est notre oeuvre américaine. Deux cents millions d'êtres (qui seront cinq

L'Espagne pense que l'Ibéro-Amérique doit avoir des liens étroits et croissants dans l'ordre économique, avec l'Europe, avec la Communauté européenne, avec le Marché Commun. Nous ne pouvons oublier cette partie essentielle du monde libre qui est notre soeur et dont le niveau de culture, est, parmi les classes dirigeantes, analogue à celui de l'Europe ou de l'Amérique du Nord. Ces modes de vie, héritage de notre peuple, sont le profond et véritable antidote du communisme. La racine religieuse et catholique de l'Ibéro-Amérique est permanente. Les peuples le sentent et le savent. Même les plus pauvres et les plus oubliés. C'est sur ce terrain que reposera à l'avenir l'unité souhaitée du continent, aujourd'hui rendue à nouveau possible par la voie de la technique moderne. Une unité qui rendra fort, stable et fructueux le Panaméricanisme lui même, contribuant à l'interdépendance équilibrée du vaste double continent.

L'Espagne, bien éloignée de quelconque ambition politique - qui serait ridicule en une question aussi grave - considère les peuples frères des Amériques comme les membres d'une grande famille à laquelle le destin confie, d'année en année, des responsabilités plus grandes.

---

Voici terminé le bref examen de nos principales directions dans la rose des vents de la politique internationale. Est-il besoin d'ajouter que la nation qui fonda le droit des gens grâce à la pensée et à la plume de Vitoria, de Soto, de Melchor Cano, et de las Casas, fait de son respect absolu à la loi internationale, le fondement de sa conduite extérieure? Eh bien, voilà qui est fait. Faut-il, pour conclure, ajouter que notre peuple, dont les traditions militaires sont bien connues, n'a pas mené une guerre d'agression depuis plus d'un siècle et demi, et est resté neutre au cours des deux guerres

mondiales de ce siècle? Disons-le donc aussi. Nous sommes une nation qui aime la paix! Nous sommes partisans de la concorde, de la compréhension, de la coopération entre les peuples. "Il faut lutter sans relâche pour maintenir la paix, car la guerre, elle, vient toute seule", écrivait un de nos plus fins esprits du siècle d'or. Sur cette route, pour cet effort, notre pays sera toujours prêt. Mais comme disait Napoléon, "la paix est un mariage qui dépend d'une réunion de volontés".

---

Quelques journalistes peu responsables, esclaves du sensationnalisme, ont parlé dernièrement d'"axes" dans notre politique étrangère: axe Paris-Madrid, axe Madrid-Bonn, axe Madrid-Paris-Moscou, que sais-je?...? Notre opinion publique se moque de ces fantaisies de reporters désœuvrés, qui ne correspondent à aucune réalité actuelle. Les espagnols n'ont en vérité qu'un seul axe, celui de leur caractère et de leur âme qui furent si bien définis par Sénèque, le philosophe cordouan hispano-romain, quand il écrivit: "ton esprit doit tourner autour d'un axe en diamant, de telle sorte que l'on puisse dire en toute occasion et en toute circonstance que tu es un homme".

le 19 Février 1963.